

DREAL ACAL	ETAT D'AVANCEMENT PROJET D'ORGANISATION
Version : 6 Rédacteur : Anne-Florie Le Clézio-Coron Date : 12/10/2015	SERVICE : Prévention des Risques Anthropiques

1 Missions du service

Le service prévention des risques anthropiques a pour mission de mettre en œuvre les politiques de prévention des risques industriels et miniers portées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE).

Pour ce qui concerne l'inspection des installations classées, ces objectifs sont partagés avec les Unités Départementales (UD) de la DREAL et les inspecteurs des Directions Départementales de la Protection des Populations (DDPP).

Les missions mises en œuvre au niveau du service sont les suivantes :

a- Risques accidentels et chroniques

- i. Mission d'organisation générale de l'inspection des installations classées en région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine :
 - définir les objectifs généraux de l'inspection des installations classées et l'organisation permettant d'y aboutir ;
 - assurer la coordination de l'inspection en vue de garantir l'homogénéité des pratiques, notamment au moyen de « réunions inspection » ;
 - assurer (ou continuer à assurer en ce qui concerne les départements de Champagne-Ardenne) le pilotage de l'autorisation unique ICPE ;
 - assurer le suivi du système qualité.
- ii. Mission de réglementation et de surveillance des installations :
 - veiller à la bonne application de la politique générale (nationale et régionale) de l'inspection :
 - . vérifier le suivi des grands enjeux régionaux en matière d'environnement industriel ;
 - . assurer le pilotage des actions nationales et régionales de l'inspection ;
 - définir les circuits de validation des documents engageant la responsabilité de l'inspection des installations classées, et assurer la vérification et l'approbation des documents relevant de dossiers dits « non-délégués » ;
 - participer à des inspections et instructions conjointes de dossiers avec les inspecteurs des UD ;
 - piloter l'élaboration et financement des PPRT avec les UD et les directions départementales des territoires.
 - instruire des thématiques spécifiques : certains Sites et Sols Pollués, mise en œuvre de la directive quotas CO2

iii. Mission d'appui technique et réglementaire aux inspecteurs :

- assurer la formation technique et gérer les compétences des inspecteurs de la DREAL ;
- assurer l'appui technique de l'inspection en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (aussi bien des inspecteurs DREAL que inspecteurs DDPP en charge des installations agricoles) ;
- solliciter l'expertise des établissements publics du MEDDE pour mieux répondre aux enjeux de prévention des risques (BRGM, CEREMA...)

iv. Mission d'animation régionale de thématiques transversales :

- animer ou assurer directement la mise en œuvre de missions concernant des thématiques transversales : déclaration annuelle des émissions et déchets dans GERE, GIDAF, S3IC ; participer aux actions concernant le développement de l'économie circulaire ;
- co-piloter le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) ;
- participer à l'élaboration des outils de planification divers comme les plans de secours, les plans sur la qualité de l'air ... ;
- participer à l'élaboration du plan régional de gestion des déchets ;
- participer à l'élaboration du schéma régional des carrières ;
- assurer les missions confiées à l'inspection en matière de TGAP (taxe générale sur activités polluantes) ;
- rendre un avis sur les thématiques risques en cas de consultation pour une demande ADS (autorisation droit du sol – urbanisme opérationnel).

v. Mission de représentation institutionnelle et communication :

- assurer les relations institutionnelles de niveau suprarégional (régional, de bassin, national, international), en particulier assurer les relations avec l'administration centrale du MEDDE (DGPR) ;
- participer activement aux réflexions, échanges et groupes de travail du MEDDE ;
- définir la politique de communication et piloter les opérations de communication de l'inspection (site internet, bilan annuel environnement, manifestations ponctuelles) ;
- animer le S3PI de Strasbourg-Kehl ;
- assurer la publication annuelle de l'état de l'environnement industriel.

b- Risques industriels hors réglementation ICPE :

Dans ce domaine, les attributions du service sont directement et complètement opérationnelles et portent sur :

i. Equipements sous pression :

A ce titre, le service :

- assure les actions de suivi, de contrôle et de surveillance des organismes, des services d'inspection reconnus (SIR) ;
- instruit et décide le cas échéant des aménagements (dérogations), en relation avec les UD ;
- participe aux activités du pôle de compétence Est "équipements sous pression" ;
- traite les opérations de contrôle du parc et du marché, en relation avec les autres entités concernées de la DREAL ;
- enquête sur les accidents.

ii. Canalisations :

A cet effet, le service assure les missions suivantes :

- Mission Interrégionale : il s'agit des missions actuellement confiées à la DREAL Lorraine en tant que DREAL coordonnatrice en relation avec les DREAL Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Franche-Comté, Alsace, Champagne-Ardenne conformément à l'instruction du BSEI n° 07-203 du 03/08/2007 confirmée par l'instruction BSEI n° 09-125 du 23/07/2009.
- Mission Régionale :
 - Instruction de la construction et de l'exploitation des canalisations
 - Surveillance en service, surveillance de chantiers, surveillance des organismes, enquêtes accidents
 - Mise en place des servitudes d'urbanisme autour des canalisations existantes et nouvelles
 - Suivi administratif des canalisations (renonciation, cession, arrêt définitif,...)
 - Réseaux de chaleur : instruction des demandes d'aménagement, surveillance au 2nd niveau des organismes habilités, surveillance du parc
 - Instruction des dossiers relatifs à la contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturels (injection dans les réseaux de transport et distribution de gaz)
 - Surveillance de la qualité du biogaz épuré injecté
 - Communication sur les réglementations applicables pour les installations de méthanisation
- iii. Distribution et utilisation du gaz : suivi en service, protection contre l'endommagement des réseaux par travaux tiers, expertise pour les accidents de gaz domestiques

c- Risques miniers : après mine

- i. Gestion de l'après-mine
 - pilotage et suivi des activités de GEODERIS
 - pilotage et suivi des activités du DPSM
 - contribution au porter à connaissance (information sur les aléas)
 - gestion de l'interface urbanisme avec les unités territoriales et les directions départementales des territoires, et, en tant que de besoin contribution à la mise en place de plans de prévention des risques miniers (PPRM)
 - interface avec le service de la DREAL en charge de l'aménagement du territoire
 - traitement administratif des désordres miniers et gestion (Etat) ou suivi (FGAO) des indemnisations
 - contribution à l'animation des comités de concertation sur les risques miniers
 - communication sur les risques et les surveillances transférés à l'Etat
 - contribution à la gestion de crise dans le cadre des plans d'intervention ou plans d'urgence établis par les services de la sécurité civile
 - contribution aux procédures d'expropriation (risques graves pour la sécurité publique)
 - préparation des budgets et gestion des ressources financières pour l'activité

ii. Pôle de compétence après-mine Est :

Il s'agit des missions actuellement placées sous l'autorité de la DREAL Lorraine conformément aux instructions de la circulaire DARPMI n° 142 du 23 mars 2001. Il regroupe les DREAL Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie.

- appui général technique, administratif et juridique au titre de l'après-mine
- avis sur les dossiers d'arrêt définitif de travaux et de renonciation
- avis sur les projets de mise en place de PPRM
- programmation et suivi de l'activité de GEODERIS dans le périmètre du pôle

d- Exploitations en activité liées au code minier

i. Industries extractives des substances de la classe des mines et des carrières :

- gestion des titres miniers (concessions minières et ouvertures de travaux)
- police des mines
- hygiène et sécurité des travailleurs (application du Code du Travail)
- application des lois sociales
- tutelle, gestion et formation des délégués mineurs
- protection de l'environnement en liaison avec les équipes en charge des risques accidentels et chroniques
- gestion de l'interface urbanisme avec les UD
- établissement de l'assiette des redevances
- Industries extractives des substances de la classe des carrières : hygiène et sécurité des travailleurs (application du Code du travail), application des lois sociales

ii. Utilisations du sous-sol :

- stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou gazeux (les installations de surface étant suivies au titre ICPE comme l'ensemble des obligations liées au PPRT)
- déclarations de sondages
- déclarations et autorisation d'exploitation de gîtes géothermiques et hydrocarbures
- articulation de la protection de l'environnement et de l'utilisation de l'énergie avec les divisions concernées pour les installations de surface

iii. Dépôt d'explosifs et utilisation des explosifs dès réception (agréments)

iv. Arrêt de travaux miniers et renonciations

- gestion administrative des procédures d'arrêt des travaux
- renonciation aux concessions
- contribution à l'animation des comités de concertation sur les risques miniers

2 Construction de l'organigramme (dont méthode, participation, concertation)

- Mars à juin : travaux des agents du domaine prévention des risques dans le cadre des CODIR communs – production du diagnostic territorial, analyse atouts / faiblesses / opportunités / menaces (AFOM) et état des lieux de l'activité
- Juin – début juillet : élaboration de documents d'analyse par briques de mission
- Ma 15/09 : réunion de reprise des travaux domaine prévention des risques
- Me 16/09 : réunion des 3 chefs de service SRS, SPR, SRT
- V 18/09 : 1^{er} réunion équipe projet préfiguration
- Me 23/09 : visite AFC service SRS de Châlons + RDV avec la directrice référente
- J 24/09 : journée de travail risques anthropiques avec chefs de service et adj + chefs de division des 3 régions + 3 chefs d'UT (1 de chaque région)

- L 28/09 : visite AFC service SRT de Strasbourg
- Ma 29/09 : réunion avec les agents du service SPR de Metz
- Ma 29/09 : réunion avec les agents du service SRS de Châlons => remise d'un courrier par les agents avant la réunion
- J 01/10 : réunion avec les agents du service SRT de Strasbourg => remise d'un courrier par les agents avant la réunion
- J 01/10 en fin de journée : envoi aux agents des 3 services du diaporama présenté lors des réunions d'échange
- V 02/10 : présentation de la proposition tenant compte de la première phase de concertation lors de la réunion de l'équipe préfiguration
- Ma 06/10 : élaboration d'une nouvelle proposition en vue de la deuxième phase de concertation
- Me 07/10 : réunion avec les agents du service SRT de Strasbourg (+UT)
- Je 08/10 : réunion avec les agents du service SRS de Châlons
- V 09/10 : réunion avec les agents du service SPR de Metz (+UT)
- La réunion des agents risques anthropiques des 3 DREAL à Metz (+ UT) initialement prévue le 12 octobre a été reportée à une date ultérieure (après les congés scolaires)
- L 12/10 : réunion des 3 chefs de service SRS, SPR, SRT pour définir les modalités d'organisation pour la suite des travaux
- J 15/10 : CODIR commun élargi

3 Enjeux et organisation du service

3.1 Enjeux

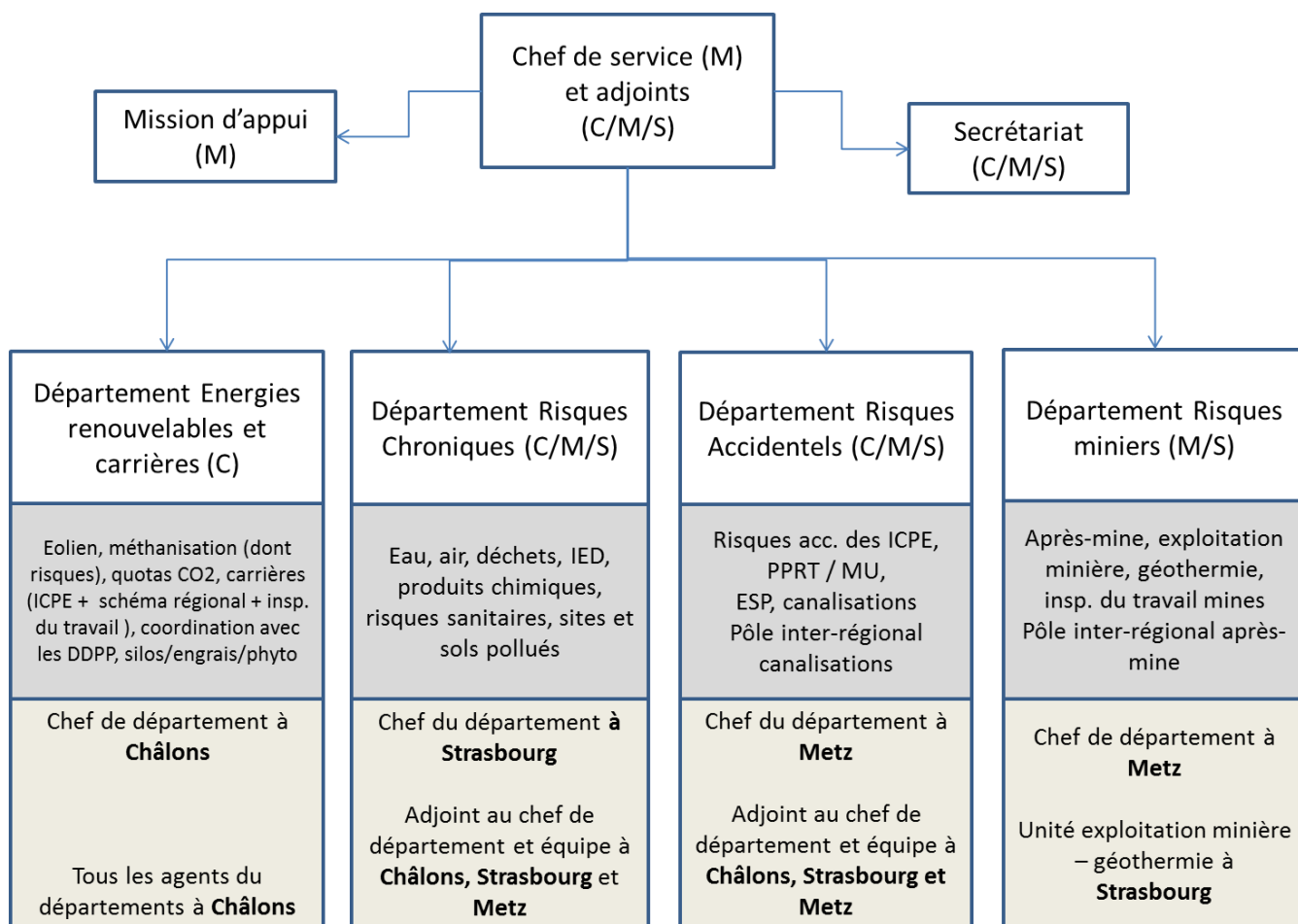
Les objectifs suivants ont été partagés entre les chefs de service et les cadres intermédiaires puis présentés aux agents lors des réunions d'échange et dans le diaporama :

- Disposer d'une organisation fonctionnelle et lisible en interne comme en externe, pour les agents de la DREAL, pour les partenaires et pour ses bénéficiaires (porteurs de projet, exploitants, associations environnementales...)
- Harmoniser les pratiques et utiliser les points forts de chacune des trois organisations actuelles
- Maintenir la synergie entre service risques et unités territoriales qui a fait ses preuves et l'améliorer

3.2 Organigrammes proposés (Vision 2018)

La proposition au 12/10 est la suivante :

- Organisation du service en 4 départements métiers, une mission d'appui et un secrétariat
- Un département risques miniers implanté à Metz et à Strasbourg, piloté à Metz
- Un département risques accidentels implanté sur les 3 sites, piloté à Metz
- Un département risques chroniques implanté sur les 3 sites, piloté à Strasbourg
- Un département énergies renouvelables et carrières, implanté à Châlons, piloté à Châlons
- Une mission d'appui implantée à Metz
- La présence d'un chef de service basé à Metz, ainsi que d'un chef de service adjoint sur chaque site, en charge d'un projet transverse pour la grande région
- La présence d'une équipe de secrétaires sur chaque site



Rappel sur la construction de la proposition :

Lors des réunions d'échange de la semaine du 29/09, 3 scénarios ont été présentés.

- Organisation en 3 départements métiers
- Pilotage des départements risques accidentels et risques miniers à Metz compte tenu de la présence des pôles inter-régionaux
- Scénario 1a : Pilotage de l'ensemble des thématiques risques chroniques dans un département avec chef de département positionné à Strasbourg
- Scénario 1b : Pilotage de l'ensemble des risques chroniques dans un département avec chef de département positionné à Châlons
- Scénario 2 : Scission en 2 du département risques chroniques, coordination risques chroniques assurée par un adjoint au chef de service, basé à Metz
- Dans tous les cas, pilotage de la mission d'inspection du travail en carrières dans le département des risques miniers basé à Metz, à proximité de la mission d'inspection du travail dans les mines en exploitation.

L'implantation du service sur les trois sites est justifiée par :

- le maintien d'un appui de proximité aux 8 unités territoriales (meilleure connaissance des établissements du territoire) ;
- une meilleure robustesse car davantage d'opportunités pour les recrutements (plusieurs viviers de candidats potentiels à disposition si plusieurs implantations).

Suite à la première phase de concertation avec les agents (réunions d'échange + remises de lettre), un nouveau scénario a été proposé et présenté lors de la réunion de l'équipe préfiguration du 02/10. Il visait à répondre aux échanges qui ont eu lieu :

- Implantation du pilotage du département en charge des risques chroniques à Strasbourg (département tri sites) chargé des thématiques suivantes : eau, air, déchets, IED, risques sanitaires, produits chimiques, sites et sols pollués.
- Implantation du pilotage d'un nouveau département, à Châlons, en charge des thématiques suivantes :
 - o énergies renouvelables (rôles de coordonnateur éolien et méthanisation pour toute la région)
 - o instruction des dossiers de quotas CO2 pour toute la région
 - o carrières :
 - pilotage du futur schéma régional des carrières
 - rôle de coordonnateur pour toute la région sur les carrières ICPE
 - pilotage de l'inspection du travail dans les carrières (qui était précédemment proposé à Metz, au sein du département en charge des risques miniers, où sera pilotée l'inspection du travail dans les mines en exploitation)

Suite à la présentation de ce scénario lors de la réunion de l'équipe préfiguration du 02/10, les évolutions suivantes ont été prises en compte :

- Renfort du département énergies renouvelables et carrières, de 6 à 9 ETP, en y rattachant des missions du domaine risques accidentels en cohérence avec les spécificités territoriales : aspects risques accidentels de la méthanisation, coordination sur la thématique silos/engrais/phytosanitaires ;
- Intégration également du rôle de coordination avec les DDPP (précédemment rattaché à la mission d'appui) au sein de ce département.

Points sensibles :

- Les annonces de l'ASN concernant les divisions de Châlons et Strasbourg il y a deux semaines ont suscité de fortes craintes à Châlons comme à Strasbourg sur la possibilité de maintenir des parcours de carrière alternant entre DREAL et ASN dans ces deux villes ;
- Un fort besoin de valorisation des postes est exprimé par les agents des trois régions ; un travail d'attribution des missions de coordination pour la grande région doit être établi dans les semaines à venir.